**Quelques réflexions sur le capitalisme, la mondialisation, la gauche et le besoin d’alternatives concrètes**

*Nos encontramos ante la muerte de una de las mayores*

 *estafas ideológicas de los siglos recientes*

(Álvaro García Linera, La Jornada, 28 de diciembre 2016)

*Emergence d’un capitalisme rentier*

Pour tous ceux qui pensent que ‘le’ capitalisme est l’obstacle majeur au succès de la gauche et des forces progressistes, il y a un constat déstabilisant: le capitalisme ne cesse de se développer, de se transformer, de se muer en quelque chose qu’il n’était pas auparavant. Et chaque fois que la gauche se décide de mieux analyser ce qui se passe concrètement, ‘l’ennemi’ prend encore une longueur d’avance et empêche la réflexion sur les alternatives et les stratégies pour le surpasser.

C’est encore ce qui se passe aujourd’hui. Trente-cinq ans après l’introduction du néolibéralisme qui a défini de nouvelles règles pour le fonctionnement du monde, à peine deux ans après que le FMI (Fonds monétaire international) utilise le concept pour la première fois pour constater qu’il a des conséquences perverses, le système est en passe de se métamorphoser et de provoquer des changements politiques auxquels nous ne sommes pas préparés.

Le néolibéralisme est une idéologie théorisée essentiellement par les philosophes et les économistes du ´Mont Pèlerin´ et consiste à faire jouer le marché autant que possible. Dans la pratique, cette idéologie a été introduite sous la forme du ´Consensus de Washington’ et se concentre sur la libéralisation des marchés et des mouvements de marchandises, de services, des capitaux et des personnes. Il implique la dérégulation de tous les marchés, y compris celui du travail. Il instaure un autre type d’Etat, moins régulateur mais plus protecteur des droits de propriété, des marchés et des droits du consommateur. Il prêche l’ouverture sur le monde et la liberté des individus.

Ce faisant, le système capitaliste néolibéral et mondialisé s’est approprié d’à peu près tout ce qui était possible : des entreprises nationales aux services publics, de la nature aux savoirs. Il a démantelé les protections existantes des travailleurs et est en train de s’approprier la vie même, sous forme des avancées biotechnologiques. Ces évolutions ont été accompagnées par un développement fulgurant des banques et une logique de financiarisation. Et cette dernière a débouché sur un ´nouveau´ capitalisme qui cherche moins à produire et à progresser que d’extraire des rentes de toutes les activités qu´elle entreprend, tout en imposant l’austérité aux populations.

En effet, les revenus du capital ont connu une augmentation rapide et dépassent aujourd´hui dans plusieurs pays les 20 % du revenu national. Mais à part les revenus du capital il faut regarder aussi les revenus des brevets, des marques, du ´copyright’, etc. Ce capitalisme rentier a en fait mis fin aux marchés libres par tout un jeu institutionnel. Les sociétés multinationales ont ‘capturés’ les Etats qui donnent allègrement les subventions revendiquées, les législations de protection de la propriété intellectuelle, la promotion de l’endettement des consommateurs et des étudiants. Ensuite, c’est l’ensemble de la sphère publique qui est passé entre les mains du secteur privé, des soins de santé à l’éducation, du logement social aux prisons et souvent même aux forces de la sécurité, des parcs, des rues et des squares dans les villes, des parts des océans et des forêts. Enfin, mêmes les ‘employeurs’ sont en train de disparaître, l´économie dite ‘collaborative’ se limitant à mettre en contact l’offre et la demande.

A chaque étape, les ´capitalistes’ engrangent les bénéfices, sans risques.

*Résurrection du conservatisme anti-démocratique et anti-moderne*

La conséquence de ce système a été une croissance fulgurante des inégalités au profit du 1 % de la population mondiale. A tel point que les résistances augmentent, un peu partout dans le monde, et que le seul choix laissé aux dominants pour préserver leurs acquis est celui de la répression.

Or, les résistances au néolibéralisme ne viennent pas seulement des couches populaires, victimes du vol institutionnalisé. Elles viennent aussi des conservateurs qui veulent mettre fin aux libertés individuelles promues par le néolibéralisme et des nationalistes qui craignent la perte des ‘valeurs culturelles’ censées être menacées par les migrations. Ajoutez à cela l’émergence d’un islamisme radical, renforcé par un terrorisme bien réel, et tous les ingrédients sont réunis pour le succès d’un populisme de droite, néo-conservateur.

Les nouveaux leaders populistes, des Etats-Unis à la Hongrie, la Pologne, la France, les Pays-Bas ou les Philippines, n’ont rien à voir avec les libertés du néolibéralisme, mais menacent directement les valeurs de la démocratie et de la modernité. Leur rêve est de mettre fin à la mondialisation, aux droits de l’homme, aux libertés individuelles, à l’égalité des genres, à la séparation des pouvoirs et de réprimer toutes les résistances. Certains n’hésiteront pas à renforcer les droits sociaux pour les nationaux, non pas dans un sens émancipateur mais pour préserver la paix sociale.

*La confusion de la gauche*

Que la gauche ait quelques problèmes face à cette nouvelle situation se comprend. Depuis les années 1960, elle avait – non sans difficultés – intégré l’écologie, le féminisme, l’anti-racisme. La chute du Mur de Berlin n’a pas été suivie d’une analyse approfondie de ses valeurs fondamentales et quand les mouvements du ´buen vivir´ en Amérique latine ont démontré que le capitalisme et le socialisme n’étaient que les deux faces de la même médaille de la modernité, elle n’avait plus de réponse.

La social-démocratie s’est totalement abandonnée au néolibéralisme avec sa ´troisième voie’ et elle est en train de se marginaliser toujours plus, faute de réponses effectives aux revendications de sa base électorale.

Aujourd’hui, la gauche radicale tente de renaître, mais elle reste la victime d’un certain sectarisme et des croyances du passé qui ne parlent plus aux jeunes tentés par de nouvelles formes de participation et de démocratie. De plus, emprisonnée par ses analyses du capitalisme et la dénonciation de tout ce qui va mal, elle est toujours en retard d’une lutte et n’arrive pas á formuler des alternatives crédibles et réalistes.

La gauche est aussi confrontée au problème réel des distances à prendre v.à.v. de la nouvelle droite. En effet, la gauche aussi a toujours critiqué la mondialisation ainsi que certains éléments de la démocratie libérale, comme elle a revendiqué la souveraineté nationale. Soyons claire : il ne s’agit pas de comparer la gauche à la droite, leurs valeurs sont fondamentalement opposées, mais il n’est pas toujours facile d’expliquer au grand public que, par exemple, la gauche européenne s’oppose à l’Union européenne, oui, mais partiellement pour d’autres raisons que celles de la droite…

Problème similaire pour la gauche du ‘bien vivir’, critique à l’égard de la modernité. Bien entendu, la croyance au progrès linéaire, la non prise en compte de l’écologie, la séparation entre la nature et la culture, tous ses éléments méritent d’être critiqués et si possible d’être corrigés, mais espérons que l’on ne veut tout de même pas abolir les droits humains et la séparation des pouvoirs. N’a-t-on pas été trop rapide à vouloir rejeter la modernité en l’assimilant au capitalisme et au colonialisme, voire à l’esclavage ? Une clarification s’impose au moment où d’aucuns veulent effectivement enterrer la modernité. Ce n’est pas un hasard que certains en Europe ont toujours refusé d’adhérer à l’idéologie de la terre-mère.

Bref, si la gauche veut survivre, un travail fondamental l’attend au niveau de la mise à jour de son idéologie : qu’est-ce que le socialisme aujourd’hui ? Suffit-il de le redéfinir ou faut-il le refonder, voire lui substituer un autre vocable ? Comment résoudre les contradictions réelles existant toujours avec l´écologie, notamment en ce qui concerne le développement des forces productives ? Comment redéfinir le conflit de classe, sachant sa pertinence, d’une part, et la métamorphose du prolétariat, l´émergence du précariat et le déclin des classes moyennes, d’autre part ? Et surtout, comment développer un discours progressiste et émancipateur qui parle aux jeunes d’aujourd´hui, sans qui la cause est perdue d’avance ?

*Et les alternatives ?*

Face aux multiples problèmes auxquels le monde actuel est confronté, il me semble que deux solutions se présentent, aptes à promouvoir la convergence entre les mouvements sociaux progressistes.

Une première solution pourrait être de se concentrer sur les droits humains. En effet, la Déclaration universelle et les deux pactes internationaux sur les droits civils et politiques, d’une part, et les droits économiques, sociaux et culturels, d’autre part, suffisent à résoudre quasi tous les problèmes politiques, économiques et sociaux d’aujourd’hui. Une ONG britannique propose même de se concentrer sur le seul article 25 de la Déclaration universelle, disant que tous ont droit à un niveau de vie adéquat. Il est vrai que si on voulait réellement respecter ce droit, de grandes transformations économiques et sociales seraient nécessaire. Il devrait être possible pour les mouvements travaillant sur le droit du travail, sur l’accès à l’eau, sur le logement, sur la santé, sur les droits des enfants, sur la fiscalité, sur la démocratie, etc. de se rassembler autour de cette revendication majeure, tout en continuant de travailler sur leurs revendications spécifiques. Les mouvements de la paix devraient également s’y retrouver, la paix n´étant pas possible sans justice sociale. Un problème pourrait se poser pour les mouvements environnementaux, bien que là aussi, on pourrait clarifier qu’un niveau de vie adéquat n’est pas possible sans environnement sain. Mais il est vrai que les droits environnementaux, à part le droit à l’eau, ne sont pas explicitement traités dans les droits humains. Par ailleurs, une convergence réelle existe déjà entre les mouvements environnementaux et les promoteurs de l’agriculture paysanne.

Une deuxième solution pourrait être de se concentrer et de se rassembler autour des communs. Ce concept est en train de devenir un fourre-tout mais il est en même temps extrêmement utile pour exprimer toutes les revendications de la gauche aujourd’hui : les communs concernent notre environnement (les océans, les forêts, l’eau, l’atmosphère…) tout comme ils concernent nos services publics (soins de santé, éducation, transports en commun, crèches, bibliothèques …), les modes de production (notre travail, la monnaie…) et la vie elle-même (la science, la génétique…). Ces communs sont ce qui appartient à l’ensemble des êtres humains et ce qui en aucun cas ne peut être privatisé. Il faudra donc, collectivement, se les réapproprier, en focalisant sur la complémentarité des droits individuels et des droits collectifs. Les communs permettent de résister au néolibéralisme tout comme au conservatisme et aux privatisations. Ils pourraient être également un outil stratégique apte à rassembler les mouvements sociaux et á promouvoir leur convergence.

*Le besoin de re-politiser le Forum Social Mondial*

Dire que le forum social mondial est en crise est enfoncer une porte ouverte. Son Conseil international se perd en des débats existentiels et autoréférentiels depuis quatre ans, sans être capable d’en sortir. Est-il permis de parler de l’échec du mouvement alter-globaliste ? Certes, le FSM n’est qu’un des multiples acteurs au sein du mouvement alter-globaliste, mais il aurait pu être l’instance où prennent forme les alternatives et qui pourrait être, en ce moment précis, l’instance apte à réagir á tous ceux, de gauche et de droite, qui veulent en finir avec la mondialisation. Or, ce qu’il nous faut, ce n’est pas du nationalisme, mais une autre forme de mondialisation, au service des sociétés et de l’environnement. Heureusement, lors de sa dernière réunion à Porto Alegre, en janvier 2017, un début de re-dynamisation a eu lieu et s’il peut être poursuivi, le mouvement pourrait jouer un rôle important à l’avenir.

Que faire ?

Il me semble urgent, tout d’abord, de cesser les débats d’arrière-garde, comme si ceux et celles qui veulent avancer et briser les blocus paralysant, voulaient ‘prendre le pouvoir’. Ce sont là, me semble-t-il des pratiques d’une gauche surannée, incapable de vrais débats démocratiques. Le FSM a plus de quinze ans, s’il n’est pas en mesure d’évoluer, il est perdu.

Deux, il faut également cesser de parler en slogans de plus en plus creux : admettons enfin que le FSM n’est pas un ‘processus’ (vers quoi ?) et il ne ‘facilite’ pas le travail des mouvements sociaux. Nous devrions re-définir ce que nous voulons.

Admettons enfin, trois, que le soi-disant ‘horizontalisme’ n’en est pas un et que tout travail sérieux, à terme, nécessite un minimum d’organisation, de secrétariat, de démocratie et de ‘reddition de compte’ (accountability).

Si nous voulons réellement que le FSM soit un processus et qu’il facilite le travail des mouvements sociaux, il faudra s’organiser différemment. Le FSM peut continuer à être un festival de mouvements de tous genres, mais à côté de cela il devrait entreprendre un travail sérieux

* d’agglutination des thèmes et des mouvements spécifiques (ce qui demande des mouvements une disponibilité d’aller au-delà de leurs réunions de leur propre réseau)
* de sélectionner pour chaque forum deux, trois ou quatre thèmes prioritaires sur lesquels de grandes conférences peuvent être organisées
* de préparer des sujets de convergence et d’y travailler avec les mouvements en question lors des forums
* d’organiser le CI de telle façon qu’il puisse être intéressant pour des leaders des grands mouvements sociaux et pour des intellectuels, académiques ou non, de se réunir, de discuter de la conjoncture politique mondiale, de réfléchir aux stratégies et de préparer les grandes conférences du FSM.
* De contribuer à l’émergence d’un discours contre-hégémonique, cohérent et consistant, apte à nourrir des alternatives concrètes.

*Conclusion*

Le monde actuel est confronté à une énième transformation du capitalisme qui s’oriente maintenant vers l’accumulation des rentes et qui ouvre la porte à une nouvelle ère de tous les dangers. En effet, les inégalités monstrueuses qui ont été créées ces dernières décennies ne sont pas compatibles avec la moindre démocratie et appellent au secours le conservatisme de toujours, prêt à la répression et au démantèlement des acquis de la modernité.

Aujourd’hui, nous n’assistons pas (encore) à la fin du néolibéralisme, mais le néo-conservatisme de droite le menace.

Face à ce défi politique majeur, la gauche est impuissante aussi longtemps qu’elle reste enfermée dans une idéologie du passé. Pour en sortir, il faut s’attaquer d’urgence aux deux grands problèmes qui menacent la survie des sociétés et de la planète : la fracture sociale et la question ècologique. Voilà la protection dont les peuples ont besoin : une protection par les droits et non pas une protection par la fermeture des frontières, la police et les militaires.

Le forum social mondial pourrait et devrait être un outil pour préparer l’avenir, car il nous faut un mouvement capable de réfléchir et d’agir au nouveau mondial. Les politiques que nous devrions promouvoir doivent prendre en compte une autre forme de mondialisation, respectueuse du pluralisme nécessaire et inévitable. Si nous voulons qu’il le fasse, il nous faudra le réorganiser et le re-politiser.

Francine Mestrum

Global Social Justice

Bruxelles

Janvier 2017